Après le référendum au Québec

En refusant la voie de la « souveraineté-association », l'électorat s'est implicitement prononcé pour une nouvelle fédération.

Les électeurs québécois ont, le 20 mai dernier, massivement rejeté le texte que leur premier ministre, M. René Lévesque, leur soumettait par voie de référendum. La question posée était ainsi rédigée : « Le gouvernement du Québec a fait connaître sa proposition d'en arriver, avec le reste du Canada, a une nouvelle entente fondée sur le principe de l'égalité des peuples. Cette entente permettrait au Québec d'acquérir le pouvoir exclusif de faire ses lois, de percevoir ses impôts et d'établir ses relations extérieures - ce qui est la souveraineté - et, en même temps, de maintenir avec le Canada une association économique comportant l'utilisation de la même monnaie. Tout changement de statut politique résultant de ces négociations sera soumis à la population par référendum. En conséquence, accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? » A cette question, 59,5 p. 100 des votants ont répondu non et 40,5 p. 100 ont répondu oui.

Pendant les trente-cinq jours de la campagne officielle, le référendum a tenu la vedette dans tous les médias du Québec, de sorte que les thèses en présence ont été inlassablement répétées et reformulées (1). En annonçant la date du 20 mai, M. René Lévesque déclarait : « Le Québec dira s'il est satisfait de son statut de minorité permanente ou s'il désire vivre à égalité avec l'autre peuple fondateur du Canada ». « La victoire du non, ajoutait - il, serait un vote pour le statu quo ». M. Claude Ryan, l'accusait aussitôt de « déformer l'histoire » et disait : « Le véritable enjeu du référendum est un choix entre deux voies : d'une part, l'indépendance politique, la séparation d'avec le reste du Canada, d'autre part un renouvellement du fédéralisme pour qu'il devienne plus acceptable pour les Québécois et pour le reste du Canada ».

Claude Ryan, député à l'Assemblée nationale du Québec, chef de l'opposition, leader du Parti libéral du Québec et du Comité des Québécois pour le non.

René Lévesque, premier ministre du Québec, député à l'Assemblée nationale du Québec, leader du Parti québécois et du Regroupement national pour le oui.

Au Livre blanc publié par le gouvernement québécois en novembre 1979 sous le titre « La nouvelle entente Québec-Canada » avait répondu, en janvier dernier, le "livre beige" du parti libéral du Québec intitulé «Une nouvelle fédération canadienne ». Bien que peu exploités au cours de la campagne, ces deux textes ont constitué la toile de fond du débat référendaire : l'idée d'un renouvellement profond de la Constitution apparaissait comme une alternative au projet du parti québécois visant à faire sortir le Québec du cadre même de la fédération.

L'effort des adversaires du projet du gouvernement s'est développé sur deux axes : d'une part, dévoiler les buts derniers du parti québécois - l'indépendance - au-delà de la question posée et montrer que la négociation envisagée ne pouvait mener qu'à une impasse; d'autre part, montrer les possibilités de renouvellement de la Constitution qu'une réponse négative ouvrirait. Les forces du non étaient conduites par M. Claude Ryan et bénéficiaient du soutien des députés du Québec à la Chambre des communes, d'abord de celui de M. Pierre Elliott Trudeau, redevenu premier ministre du Canada en février dernier. M. Trudeau est depuis quinze ans député de Montréal à la Chambre des communes. →

1. Sur les thèses en présence, voir Canada d'aujourd'hui, *janvier 1980 et avril 1980.*